PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du Jeudi 4 Juin 2020

L'an deux mil vingt, le 4 Juin 2020 à 20h30

Le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur le Maire,, Willy AUTHESSERRE.

Présents (19) : M. Pujol, C. Villain, A.Pinaud-Verdier, T.Passera, Y. Drezen, W.Authesserre, C.Barthès, D.Gaspar, G.Estaves, P. Labit, F. Bonifasse, V. Prouteau, P. Porte, F. Larroque, V. Deloze, A. Rivera, J. Journet, M. Sellier, S. Charlotte

Absents excusés () : 0

Absents () : 0

Procurations () : 0

Est nommée secrétaire de séance : Catherine Villain

Est nommée secrétaire auxiliaire : Maud de Clédât.

Le quorum est atteint, la séance est ouverte.

Monsieur le Maire ouvre la séance à 20h30.

Il explique comment va se dérouler la séance du Conseil Municipal et rappelle l'ordre du jour. Il explique qu'à chaque séance, un secrétaire sera désigné parmi les élus, ce sera Catherine Villain pour la séance du jour. Maud de Clédât est secrétaire auxiliaire.

Il a fixé les séances du Conseil au jeudi soir ce qui après avis convient à tous les conseillers.

20h35, M. Frédéric Larroque arrive.

Monsieur le Maire explique que des délégations ont été données aux adjoints et conseillers délégués.

Ces arrêtés sont nominatifs et précis. Il rappelle que tous les actes réalisés dans le cadre de la délégation le sont au nom du maire et sous sa surveillance et qu'à tout moment il peut retirer ces délégations.

Il explique l'organisation en groupes transversaux déclinés ensuite en groupes projets avec des thématiques plus précises.

L'objectif de ces groupes est de préparer les dossiers pour soumettre des propositions in fine au Conseil Municipal, ils n'ont aucun pouvoir décisionnaire. Les 5 adjoints seront les pilotes de ces groupes transversaux. Monsieur le Maire explique qu'il pourra y participer, mais il souhaite déléguer aux adjoints la conduite de ces réflexions.

Il présente ensuite les 2 délégations données aux 2 conseillers :

- Cédric Barthes est par arrêté nommé conseiller délégué en charge du développement économique.
- Dominique Gaspar est par arrêté nommée conseillère déléguée en charge des solidarités et de l'action sociale.

W. Authesserre ajoute que le champ d'action est large et que la charge de travail sera importante, il demande si le Conseil a des questions. Aucune question.

Il donne la parole aux adjoints et conseillers délégués afin que chacun présente les groupes transversaux et les groupes projets. Tous les élus auront donc les mêmes informations et pourront ensuite se positionner sur les groupes thématiques qui les intéressent.

PRESENTATION DE L'ORGANISATION PROPOSEE PAR LE MAIRE

Yann Drezen présente le groupe transversal dont il est le pilote : Aménagement urbain et démocratie locale. Ce groupe sera déclinés en 4 groupes projets :

Il rappelle que c'est un domaine qu'il connaît bien puisqu'il était conseiller délégué à l'aménagement du centre bourg sous le précédent mandat. Il présente les différents groupes projets en faisant le lien avec les propositions faites pendant la campagne. Il explique la volonté d'accentuer l'implication des habitants en valorisant les moyens d'expression et de participation par le biais de la démocratie locale rejoignant par ce point les propositions de la liste conduite par A Rivera. Il précise que le programme est ambitieux et que tout ne pourra être fait et que les groupes projets réfléchiront aux priorités à donner.

GROUPE TRANSVERSAL	PILOTE	GROUPE PROJETS	Quelques pistes de travail
-------------------------------	--------	---------------------------	----------------------------

Aménagement urbain et démocratie locale	Yann DREZEN	Aménagement centre bourg	<ul style="list-style-type: none"> - Suivi aménagement extérieur « Maison de services » - Lancement réhabilitation de la nouvelle mairie - Lancement des études détaillées des espaces publics environnant (mairie, carretou, terrain arrière carretou...) - Lancement études de faisabilité bâtementaire du futur pôle commercial => copilotage avec groupe Cédric Barthes - Lancement de l'aménagement du terrain Jolibert
		Projets mobilité douce et maillage territorial	<ul style="list-style-type: none"> - Création cheminement doux devant école - Création liaison voie verte – lotissement des chênes le long de la route de Planques + embellissement voie verte et liaison avec Centre Bourg (accès commerces, sites de repos pour cyclotouristes ...) - Lancement réflexion liaisons douces et <u>sécurisation</u> « quartiers excentrés » et centre village dont optimisation arrêt bus et signalisation générale en lien avec CV - Lancement réflexion accès au Tarn - Suivi des chemins de randonnées (CCGSTG)
		Environnement	<ul style="list-style-type: none"> - Réflexion sur des aménagements le long du Tarn - Aménagement des espaces verts (plantations foncier communales, fleurissement, végétalisation, ...) ... vers un label village fleuri -Réflexion Aménagement d'un parcours sportif - Suivi gestion Ordures ménagères via CCGSTG + récup verres – récup papiers... + réflexion mise en place service encombrants - Relations asso (avec TP) pour projet nettoyage nature
		Démocratie locale	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place des réunions de quartiers => impliquera un groupe transversal d'élus spécifiques => piloté par WA/YD - Mise en œuvre réunion publique - Suivi assemblée syndicale lotissements/quartiers avec WA + élu thématique si nécessaires besoin ex MP si en lien avec Les réseaux etc) - Possibilité de création de conseils consultatifs si habitants mobilisés

Y Drezen demande si le Conseil a des questions. Aucune question, la parole est donnée à C Villain.

C Villain présente le groupe transversal dont elle est pilote : Urbanisme et Voirie. Elle explique que le groupe urbanisme permet de suivre l'évolution du village et planifier la croissance en fonction des services (bâtiments, commerces, liaisons douces, voiries...). Il permet également de valoriser les aménagements en lien avec les contraintes : réseaux, sécurité routière et incendie, environnement... Elle explique que le domaine de l'urbanisme sert l'intérêt général ce qui induit que tout n'est pas toujours possible.

Un agent de la commune est dédié à l'urbanisme : Martine Falgas.

Elle détaille les points et explique les enjeux.

Le groupe projet relatif à l'urbanisme comprendra plusieurs parties :

- La gestion hebdomadaire des dossiers pour laquelle 1 ou 2 élus sont bienvenus
- Le suivi du contentieux : il s'agit de la vérification de la complétude des documents d'urbanisme, les installations non autorisées, les travaux réalisés sans autorisation de travaux, les travaux non conformes. Le contentieux auprès du Tribunal Administratif avec notamment le contentieux relatif aux PA de la société JFRéalisations.
- Le PLUi 12 : C Villain explique que compte tenu du confinement lié au Covid 19, nous n'avons pas encore de retour. Ce PLUi a été arrêté en février 2019 et suite à l'avis défavorable de la commission d'enquête, une nouvelle délibération de la Communauté de Communes (CC) a été prise en novembre 2019 pour un redémarrage de la consultation. CV demande aux conseillers de donner l'information aux habitants qui ne le sauraient pas. Un nouvel arrêt de la consultation sera décidé et une nouvelle enquête publique sera conduite. Ce PLUi a été travaillé par tous les élus des 12 communes, c'est un document très complet. CV propose de présenter le projet à tous les élus à l'occasion d'une réunion ou d'un prochain Conseil Municipal lorsque nous aurons les informations relatives à la reprise.

WA informe le Conseil qu'une réunion de conseil communautaire aura lieu le 18 juin 2020 pour le vote de la fiscalité puis un nouveau conseil le 1^{er} juillet avec les conseillers communautaires nouvellement élus.

- CV explique le PLUiH à 25. Il est prescrit depuis septembre 2018. En général un PLU est valable 10 ans. Si le PLUi 12 est validé en 2021 il sera valable 2 ou 3 ans le temps que le PLUiH 25 soit acté. Le volet habitat a été voté en février

2019 par le conseil communautaire. L'élaboration du PADDi (Programme d'Aménagement et de Développement Durable) est en cours. Le Cabinet d'urbanisme travaille avec le maire et le conseiller délégué de chaque commune, pour le moment ce document n'a pas beaucoup évolué. Le volet habitat aide à avoir une vision globale de l'habitat sur le territoire. Le PLUiH fait le lien avec les réseaux, l'école mais aussi le volet social.

GROUPE TRANSVERSAL	PILOTE	GROUPES PROJETS	Quelques pistes de travail
Urbanisme et voirie	Cathy VILLAIN	Urbanisme	<ul style="list-style-type: none"> - Suivi des projets d'urbanisme au regard du P.L.U. (Plan Local d'Urbanisme), suivi des constructions, des demandes d'autorisation droit des sols (DP, permis de construire, permis d'aménager...). - Suivi contentieux et rappel à la règle - Suivi lotissements (aménagement, contentieux...) - Suivi élaboration PLUI à 12 avec tous les élus et PLUiH à 25 avec WA
		Voirie	<ul style="list-style-type: none"> - Suivi de la gestion voirie (avec PP) - Plan d'entretien annuel voirie communale - Programmation des travaux entretiens (voirie communale et interco) => Relations CCGSTG pour voirie communales et interco - Suivi des projets de sécurisation + d'optimisation de la signalisation et des petits aménagements » de sécurité - Plan signalisation et petits aménagements de sécurité (radars péda...) en lien avec autres élus notamment YD et élus en charge de la réfection des liaisons douces quartier – coeur de village)

CV conclue en expliquant que le groupe urbanisme et voirie est en lien avec tous les autres groupes transversaux. La parole est donnée à Marc Pujol.

Marc Pujol présente le groupe transversal dont il est le pilote : Réseaux, bâtiments et infrastructures communaux.

Il explique que c'est un domaine important et peu visible.

Il informe les conseillers qu'un diagnostic relatif à l'assainissement est en cours avec en plus un géoréférencement. Il explique les enjeux de l'éclairage public lors de l'intervention du SDE (enfouissement, LED...). Il présente le réseau pluvial et la nécessité d'actualiser le schéma validé en 2019 et de réfléchir aux travaux à réaliser pour résoudre certains problèmes.

M Pujol ajoute qu'en plus il y a la défense incendie qui dépend du réseau d'eau potable et dans certains secteurs elle est mauvaise car les réseaux sont trop faibles.

Concernant les bâtiments communaux, il rappelle au conseil les difficultés liées à l'école, on attend le retour du ministère suite à la demande de classement en catastrophe naturelle (sècheresse/réhydratation/mouvements de terrains) déposée en février 2020.

Il demande aux élus, de l'informer de l'existence de problèmes dans leurs secteurs.

GROUPE TRANSVERSAL	PILOTE	GROUPES PROJETS	Quelques pistes de travail
Réseaux, bâtiments et infrastructures communaux	Marc PUJOL	Réseaux	<ul style="list-style-type: none"> Réseau assainissement Eclairage public (Remise à niveau, poursuite passage en LED, Géoréférencement ...) Aménagement réseau eau Potable Réseau pluvial + référent schéma des eaux pluviales validé en 2019 => programmation des travaux et des entretiens à réaliser Gestion des renforcements/enfouissement électrique Mise à niveau bornes défense incendie Parc Photovoltaïque Projet Plan d'entretien pluriannuel
		Bâtiments et infrastructures communaux	<ul style="list-style-type: none"> Suivi du fonctionnement STEP Accessibilité des bâtiments Stade => vestiaire, assainissement... Aire de jeux, city stade, terrain tennis Suivi entretien des bâtiments (école...)

La parole est donnée à Alexandra Pinaud-Verdier qui présente le groupe transversal dont elle est le pilote : l'École, l'Enfance et la Jeunesse. Elle précise que ce groupe transversal concerne particulièrement l'école mais pas seulement. Elle présente le partenariat avec l'association Yaka Jouer relatif au périscolaire et présente les différentes thématiques des groupes projets en informant qu'ils sont en liens avec d'autres collectivités et notamment la Communauté de Communes.

GROUPE TRANSVERSAL	PILOTE	GROUPE PROJETS	Quelques pistes de travail
Ecole, enfance et jeunesse	Alexandra PINAUD VERDIER	Ecole, enfance et	PEDT - Conseil d'école - marché restauration + groupement (commission cantine) Relations DDSCPP - DASEN – PMI – IEN – CAF - YAKAJOUER Transport scolaire école Relations parents et FCPE Relations agents école (suivi formation et professionnalisation) et intervenants (conventions) Relations enseignants Projet cantine à 1€ Etude ALAE Réfèrent programme des services civiques
		Jeunesse	Projet CMJ Transport scolaire collèges, lycées
		Petite enfance	Relations assistantes maternelles Interface CCGSTG avec WA (crèches, RAM...)

La parole est ensuite donnée à Thierry Passera qui présente le groupe transversal dont il est le pilote : Associations, Communication et numérique. Il présente chaque groupe projet et insiste sur la réalisation du bulletin municipal qui est un travail des élus pour une parution 3 ou 4 fois par an.

GROUPE TRANSVERSAL	PILOTE	GROUPE PROJETS	Quelques pistes de travail
Associations, communication et numérique	Thierry PASSERA	Relations associations	Relations associations = participations aux AG, étude des diverses demandes, étude et attribution des subventions Gestion salle des fêtes Réflexion sur le format d'une future journée des associations + groupe projet : Maison des associations (à définir lors du lancement) <ul style="list-style-type: none"> ➤ Réflexion sur les objectifs et l'organisation ➤ Liaison avec le projet centre bourg
		Animation et culture	Favoriser la mise en place des projets culturels : cinéma plein air, soirée contes... Apporter une assistance pour la préparation d'animations (personnel technique...) Relation avec la CCGSTG (médiathèque, écoles de musique, réseau lecture...) Organisation cérémonies / vœux / accueil nouveaux arrivants Réflexion sur la bibliothèque
		Communication	Réalisation Bulletin municipal Supervision facebook et site internet Réflexion sur panneau d'information Etude sur mise en place application d'information administrés Relation presse Publication et Supervision distribution boites aux lettres Communication ponctuelle vers les administrés : enquête, information, ... Préparation des réunions de quartier Mise en place projet citoyen
		Numérique	Suivi du parc informatique mairie et école Archivage numérique et GED (Gestion électronique des Données) Relation Centre de Gestion Assistance (hors CDG) Relations opérateurs Préparation arrivée fibre (communication / opérateurs)

La parole est donnée à Cédric Barthes, conseiller délégué au développement économique. Il explique qu'il aura à réfléchir aux services proposés aux habitants. Il précise que les métiers du commerce et de l'artisanat sont fortement impactés par la crise sanitaire et ont besoin d'un accompagnement privilégié. Il présente les différents commerces existants et les aménagements qui pourront être proposés pour développer l'activité économique de la commune.

Il présente le CBE (Comité de bassin de l'emploi du Nord est toulousain) auquel la Commune adhère et dont l'objectif est de contribuer à l'amélioration de la situation de l'emploi et au développement local des territoires.

J Journet demande quelles sont les communes adhérentes ?

W Authesserre et C Barthes lui donnent le nom de certaines communes comme Bessières, Saint Sulpice, Verfeil, Montjoire...

J Journet demande ensuite s'il y a un lien avec le SCoT du Nord toulousain auquel il est répondu qu'a priori il n'y avait pas de lien.

CB précise aussi que sa délégation est en lien avec l'aménagement du centre bourg, et qu'elle comporte aussi un volet juridique liée à la réalisation de baux ou de conventions.

Y Drezen intervient et précise que nombre de réunions se déroulent en journée. Les élus qui peuvent y participer pourront faire des comptes-rendus afin de tenir informés les groupes projets puis le Conseil des avancées sur les dossiers traités.

GROUPE TRANSVERSAL	PILOTE	GROUPES PROJETS	Quelques pistes de travail
Développement économique	Cédric BARTHES Conseiller délégué en charge du développement économique		<ul style="list-style-type: none"> - Relations avec les professionnels : Commerçants – Artisans – entrepreneurs- Agriculteurs (Carretou, Ricou, MSP...) - Aide au développement des activités - Relations Porteurs de projets - Installation locataires MSP et suivi (réalisation baux à prévoir...) - Mise en place « charte enseignes » - Relations avec les professionnels pour Futur pôle commercial - Lien CBE

La parole est ensuite donnée à Dominique Gaspar, conseillère déléguée aux solidarités et actions sociales.

Elle présente le CCAS composé de 4 élus et 4 membres bénévoles. Le CCAS délivre notamment des bons alimentaires pour donner un « coup de pouce » à certaines familles dans des moments difficiles. Il a été créé en 2016 et pour donner suite aux besoins identifiés, des actions ont été mises en place : soutien à la reprise d'activités, colis des aînés, aide à la MDPH...

Le CCAS a un budget annexe à la collectivité financé par les concessions du cimetière et une subvention de la Commune. C'est un organe d'écoute et d'accompagnement permettant également d'orienter les demandeurs vers les services compétents.

A Rivera annonce que pour le moment les membres n'ont pas été élus ni les personnes bénévoles désignées. Monsieur le Maire l'informe que pour le moment la commune attend de faire le lien avec le CIAS.

A Rivera fait remarquer que c'est étonnant d'en parler alors que les membres ne sont pas élus. W Authesserre lui fait remarquer qu'il s'agit d'une présentation générale et globale des différents groupes transversaux et groupes projets afin d'expliquer à tout le conseil les axes de travail. Il ajoute que les groupes ne sont pas figés et que tout le monde peut faire des propositions.

GROUPE TRANSVERSAL	PILOTE	GROUPES PROJETS	Quelques pistes de travail
Solidarité et actions sociales	Dominique GASPAR Conseillère déléguée en charge des solidarités et de l'action sociale		<ul style="list-style-type: none"> - Pilotage CCAS - Accompagnement social et orientation des habitants en demande - Suivi Gestion locative logements sociaux avec WA => liens avec TGH, Les chalets (suivi location, attribution des logements, ...), suivi et relations avec les locataires. - Référente CCGSTG pour centre social intercommunal et MSAP - Projets Accueil des nouveaux habitants

Monsieur le Maire reprend la parole et demande aux conseillers si certains veulent dès à présent se porter volontaires et s'inscrire dans certains groupes de travail. Après un tour de table, des élus se positionnent sans que les groupes projets soient encore complètement définis

Pour ne pas remettre le tableau je vous propose la présentation simplifiée suivante :

GROUPE TRANSVERSAL	PILOTE	GROUPES PROJETS	MEMBRES ELUS
Aménagement urbain et démocratie locale	Yann DREZEN	Aménagement centre bourg	Frédéric Larroque Pascale Labit

		Projets mobilité douce et maillage territorial	Gaëlle Estaves Sabrina Charlotte
		Environnement	
		Démocratie locale	
Urbanisme et voirie	Cathy VILLAIN	Urbanisme	Gaëlle Estaves Pierrick Porte Sabrina Charlotte
		Voirie	
Réseaux, bâtiments et infrastructures communaux	Marc PUJOL	Réseaux	Frédéric Bonifasse Marine Sellier Pierrick Porte
		Bâtiments et infrastructures communaux	
Ecole, enfance et jeunesse	Alexandra PINAUD VERDIER	Ecole, enfance et Jeunesse	Virginie Prouteau Virginie Deloze
		Petite enfance	
Associations, communication et numérique	Thierry PASSERA	Relations associations	Antonella Rivera Jérôme Journet
		Animation et culture	
		Communication	
		Numérique	
Développement économique	Cédric BARTHES Conseiller délégué en charge du développement économique		Marine Sellier Pascale Labit
Solidarité et actions sociales	Dominique GASPAR Conseillère déléguée en charge des solidarités et de l'action sociale		Virginie Deloze Antonella Rivera Sabrina Charlotte Pierrick Porte

C Villain demande s'il est possible de rejoindre ponctuellement un groupe comme par exemple pour l'élaboration du flash info ?

Monsieur le Maire lui répond que c'est possible et Y Drezen ajoute que l'inscription sur un groupe doit se faire avec un véritable suivi d'une affaire d'un bout à l'autre.

DELIBERATIONS

1. OBJET : DELEGATIONS CONSENTIES À MONSIEUR LE MAIRE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL

Monsieur le Maire explique aux conseillers que pour gagner en efficacité, la loi autorise des délégations du conseil municipal au maire. Il y en a 29 limitativement énumérées pour lesquelles il peut y avoir délégation sans oublier que le maire a toujours une obligation de rendre compte au conseil municipal.

M Sellier demande si on peut les voter une par une ou ensemble.

A Rivera explique que le conseil municipal n'a plus à délibérer une fois que les délégations sont données. Elle explique que les services de l'Etat invalideront les délibérations dans le cas où le conseil interviendrait alors même que le Conseil a donné délégation au maire.

C Villain demande à A Rivera un exemple de délégation qui lui pose question.

A Rivera cite la délégation numéro 3 concernant le montant de l'emprunt et celle relative aux lignes de Trésorerie.

W Authesserre rappelle que le Conseil Municipal n'est pas une chambre d'enregistrement et que quel que soit le dossier il y aura toujours une discussion préalable en Conseil Municipal.

A Rivera demande alors quel est l'intérêt de les prévoir. Elle explique que les risques des emprunts sont importants et que des collectivités ont pu être mises en difficulté.

Monsieur le Maire rappelle qu'aucune décision ne sera prise dans l'urgence sans information préalable du conseil.

J Journet intervient en disant que ça contredit l'explication du début relative au gain de temps.

C Villain explique qu'en 2016, le conseil lui a fait confiance en lui accordant des délégations et notamment celle relative à l'emprunt. Finalement au vu de la pratique, elle n'a pas ou peu utilisé ces délégations sans que les services de l'Etat n'ai eu à intervenir.

Monsieur le Maire au vu des discussions propose de supprimer la délégation numéro 3.
M Sellier se réjouit de ce retrait et demande la possibilité d'y revenir plus tard.
Monsieur le Maire demande si d'autres délégations posent problème à des élus.

Le conseil municipal a une compétence générale de droit commun pour régler par ses délibérations les affaires de la commune, aux termes de l'article L. 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales. Toutefois en vertu de l'article L 2122-22 du même code, le conseil municipal peut déléguer au maire tout ou partie des affaires concernant, dans la limite de 29 prérogatives :

1. D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux ;

L'affectation consiste à donner une certaine destination à un bien, à l'exclusion de toute autre utilisation. C'est un élément de fait. Par exemple, un logement peut se situer à l'intérieur du bâtiment de la mairie sans en être complètement séparé. Il n'est pas possible de déclasser ce logement (l'intégrer au domaine privé de la commune) tant qu'il ne dispose pas d'une entrée distincte de celle de la mairie. En revanche, cette partie du bâtiment peut être affectée à un autre usage pour en faire des bureaux, une salle d'archives, ou autre.

2. De fixer, dans les limites d'un montant de 2 500 € par droit unitaire, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal ;

Par principe, toute occupation ou utilisation du domaine public de la commune donne lieu au paiement d'une redevance (art. L 2125-1 du code de la propriété des personnes publiques). Une autorisation peut être délivrée gratuitement dans certains cas précis, à savoir : exécution de travaux ou présence d'un ouvrage intéressant un service public qui bénéficie gratuitement à tous, la conservation du domaine public, aux associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction de l'intérêt général. Avec cette délégation, le maire pourra par exemple fixer les tarifs d'inscription à un conservatoire municipal de musique (CE, 25 février 1998, commune de Colombes) ou d'utilisation du domaine public pour y installer une terrasse de café. Le Conseil Municipal doit fixer les limites des montants des redevances.

3. De procéder, dans les limites d'un montant unitaire ou annuel de 1 millions d'euro, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et au a de l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;

Le recours à l'emprunt peut être risqué du fait des instruments financiers mis à disposition des collectivités locales par le secteur bancaire, qui peuvent se révéler dangereux pour les finances. Le Conseil Municipal doit obligatoirement fixer des limites à cette délégation. La délibération peut, par exemple, fixer les caractéristiques essentielles des contrats concernés, le type d'emprunt, sa durée, son amortissement, les systèmes de taux... La circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 concernant les produits financiers offerts aux collectivités territoriales détaille précisément l'utilisation possible de cette délégation avec notamment une différenciation entre les produits de financement et les produits de couverture. Les délégations consenties en application du présent article prennent fin dès l'ouverture de la campagne électorale pour le renouvellement du conseil municipal.

A la demande de Monsieur le Maire cette délégation est retirée

4. De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget en dessous de 40 000 € ;

Le conseil municipal peut ainsi déléguer au maire le suivi de la procédure d'un marché public, quel que soit le montant de ce marché. Avec cette délégation, le maire ne peut intervenir que dans le respect des dispositions du code de la commande publique. Le déroulement des procédures formalisées au-dessus des seuils de la procédure adaptée (marchés d'un montant

maximum de 214 000 € HT pour les marchés publics de fournitures et de services et de 5 350 000 € à HT pour les marchés publics de travaux et les contrats de concessions) et en particulier le rôle de la Commission d'Appel d'Offres, n'est pas remis en cause. Le conseil peut limiter la délégation et prévoir que le maire sera compétent, par exemple pour tous les marchés et/ou avenants dont le montant est inférieur à 20 000 € HT, 100 000 € HT voire 214 000 € HT ou plus. Le conseil municipal est donc compétent au-delà des limites fixées dans la délégation

Il faut limiter cette délégation car si on reproduit telle quelle la délégation de l'article 2121-22 4° sans la limiter, le maire aura compétence pour tous les marchés quel que soit le montant, du moment que les crédits sont inscrits au budget. L'inscription obligatoire des crédits relatifs au marché passé est une obligation légale préalable à la signature et la notification du marché.

5. De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans (12 ans)

Le conseil municipal en donnant cette délégation d'attribution au maire se dessaisit de sa compétence dans ce domaine et permet au maire seul de passer les contrats de location et d'en fixer par conséquent le prix, de mettre à disposition à titre gratuit un logement dans certaines circonstances CE, 29 décembre 1997, Commune d'Agde), de ne pas renouveler un engagement de location, y compris s'il s'agit d'un contrat d'occupation du domaine public communal (CE, 21 janvier 1983, MJC de Saint-Maur). Le délai est de 12 ans car au-delà une publicité foncière est obligatoire et la compétence revient au conseil municipal.

6. De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;

La délégation n'autorise le maire à conclure que les contrats destinés à assurer la couverture des risques incombant à la commune ou dont elle peut être déclarée responsable (CE, 27 mars 1966, Préfet de l'Hérault). Depuis 2007, cette délégation a été étendue à l'acceptation des indemnités de sinistre directement par le maire. Cette délégation permet ainsi d'accélérer la passation de ce type de contrats et d'obtenir les indemnités plus rapidement.

7. De créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;

La régie est une procédure destinée à faciliter l'encaissement de recettes comptant et le paiement de dépenses urgentes ou de faible montant. Elle évite ainsi au public de se présenter au guichet comptable et dispense la collectivité de l'émission de nombreux titres de paiement. Une régie de recettes existe pour la restauration scolaire, il n'y a à Orgueil aucune régie d'avances.

8. De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;

Cette délégation permet une plus grande rapidité et une plus grande souplesse administrative car si le conseil reste compétent, il devra se prononcer sur chaque demande (CAA bordeaux, 18 novembre 2008, Cubzac-les-Ponts) alors que bien souvent les familles acquièrent une concession au moment du décès. Le délai d'inhumation étant court, le délai de convocation du conseil municipal peut être problématique. Concernant la reprise des concessions, il ne s'agit pas de la procédure de reprise des concessions en état d'abandon car pour ce cas particulier, le conseil municipal doit se prononcer en fin de procédure (art L 2223-17 CGCT), mais de la reprise des concessions échues qui n'ont pas fait l'objet d'un renouvellement dans le délai de 2 ans suivant la date d'échéance.

9. D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;

Comme les particuliers, les communes bénéficient de la possibilité de recevoir un don ou un legs. La donation est la transmission à titre gratuit d'un ou plusieurs biens d'une personne faite de son vivant et qui prend effet immédiatement. Elle se distingue du legs qui correspond à la transmission à titre gratuit d'un ou plusieurs biens du défunt faite par testament lors de son vivant mais qui ne prendra effet qu'à son décès. La délégation du conseil municipal au maire est toujours limitée au fait que la donation ou le legs ne soient pas conditionnés. Par exemple : un particulier peut céder un terrain pour y construire un édifice particulier (école, musée...) avec, en contrepartie, l'apposition d'une plaque faisant mention du donateur. Dans ce cas, malgré la délégation, c'est au conseil municipal de se prononcer sur l'acceptation ou non du legs.

10. De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;

Cette délégation permet au maire de vendre des biens, sans formalité particulière (voiture appartenant à la commune, matériel informatique, matériel technique...). Cette délégation ne s'applique pas aux terrains ou aux bâtiments communaux qui sont des biens immobiliers.

11. De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;

Ces différents professionnels juridiques interviennent ponctuellement. Les prestations sont facturées à la commune et certains dont l'objet d'un tarif défini (certains actes d'huissiers) tandis que d'autres font l'objet d'un tarif libre. En donnant cette délégation au maire, le conseil permet une négociation plus directe avec le professionnel en question plutôt que de devoir passer par le conseil municipal à chaque étape. De plus, le règlement des frais sera plus rapide.

12. De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;

Lorsqu'une commune a un projet d'utilité publique, elle peut recourir à la procédure d'expropriation. Dans le cadre de cette procédure, la commune est amenée à consulter les services fiscaux pour estimer la valeur du bien. Ensuite, la commune et le propriétaire entrent en négociation, ce qui implique que l'un des deux fasse une offre ; Déléguer cette compétence au maire permet d'accélérer la procédure et de simplifier la démarche de négociation, tout en limitant son pouvoir à l'estimation des services fiscaux.

A Rivera pose la question de la délégation numéro 12 relative à l'expropriation, en précisant que les domaines interviennent sur des montants importants.

C Villain explique que cette délégation intervient dans le cadre de l'expropriation et dans ce cas ce sera soumis au conseil. Elle ajoute que ce n'est qu'une notification au propriétaire.

Y Drezen ajoute que ce qui est autorisé c'est que le maire puisse lancer la procédure, la décision d'expropriation aura été prise par le Conseil.

W Authesserre ajoute que cette délégation ne l'autorise pas à exproprier mais à lancer la procédure.

Monsieur le Maire propose de soumettre au vote cette délégation

Votes contre : 3 (A Rivera, M Sellier, J Journet)

Abstention : 0

Votes pour : 16

13. De décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;

Cette délégation, qui prend place dans le cadre des compétences conférées aux communes pour la construction et l'entretien des bâtiments de l'enseignement primaire, s'exerce bien entendu dans le respect des compétences de l'Etat en la matière, notamment des compétences pédagogiques et de création de postes d'enseignants.

14. De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;

L'alignement est la méthode de délimitation du domaine public routier. Il a pour objectif de protéger la voie publique des empiètements des riverains et de permettre à la commune de réaliser plus facilement de légères rectifications des sinuosités sur le tracé des voies, notamment l'élargissement des parties trop étroites. La publication d'un plan d'alignement entraîne l'interdiction de construire des bâtiments nouveaux empiétant sur l'alignement et de procéder à des travaux confortatifs sur les propriétés bâties frappées d'alignement. Ce plan est annexé au document d'urbanisme.

Concernant les propriétés non bâties, la publication d'un plan d'alignement attribue de plein droit à la collectivité propriétaire de la voie publique les terrains frappés d'alignement. Pour les propriétés bâties, la commune prend possession des terrains dès la construction des bâtiments. Si la commune désire réaliser immédiatement un élargissement, elle doit recourir à la procédure d'expropriation à défaut de cession amiable. Dans les 2 cas, la prise de possession se fait après paiement d'une indemnité portant sur la valeur du terrain nu. A défaut d'accord amiable, elle est fixée et payée comme en matière d'expropriation

15. D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code dans les conditions suivantes ; ce droit s'exercera en zone de droit de préemption urbain telle que définie dans le règlement graphique du document d'urbanisme en vigueur (annexe graphique 6.8 du PLU)

Par délibération en date du 25 Septembre 2014, le Conseil Communautaire a délibéré pour instaurer un Droit de Préemption Urbain (DPU) sur les zones urbaines (U) et les zones d'urbanisation future (AU) du PLU. Le Conseil Communautaire a délibéré le 30 octobre 2014 pour déléguer l'exercice du DPU au profit de la Commune. Par délibération du 12 février 2016, la commune a accepté la délégation de l'exercice du DPU à son profit sur les zones délimitées selon le périmètre dont le plan figure en annexe 6.8 du PLU.

Compte tenu des délais courts qui encadrent la procédure (2 mois à compter de la déclaration d'intention d'aliéner), le conseil municipal peut déléguer au maire l'exercice de ce droit de préemption urbain pour la durée du mandat. Le conseil municipal

doit obligatoirement fixer des limites à cette délégation qui pourront être, notamment, géographiques (limitées à certaines parties de la commune), financières ou concerner certains projets. Le conseil municipal, en cas de délégation, est dessaisi (CEZ, 30 décembre 2003, commune de Saint-Gratien). En revanche, il devra se prononcer en matière budgétaire pour ouvrir les crédits permettant l'acquisition (CAA Marseille, 29 janvier 2012, commune de Noves).

16. D'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, dans les cas définis par le conseil municipal ;

Cette habilitation est fort utile pour les relations de la Commune avec les autorités juridictionnelles. En effet, toute personne qui agit en justice au nom d'une personne morale doit toujours être en mesure de justifier de sa « qualité à agir ». L'action en justice permet d'introduire une action devant une juridiction ou de se défendre lorsqu'on est mis en cause. Cette délégation peut également permettre au maire de porter plainte au nom de la commune.

Le juge administratif admet les délégations consenties au maire par lequel le conseil municipal qui présentent un caractère général et ne détaillent pas les matières pour lesquelles le maire est habilité à ester en justice (CE, 4 mai 1998, Verteuil, CE, 6 juin 1997, Mary)

Mais le juge judiciaire réclame des délibérations précises (Cass Crim, 8 octobre 1996, Commune de Plan de Cuques à propos d'une délibération se référant aux dispositions générales de l'article L 2122-22 16° du CGCT sans définir précisément les actions en justice pour lesquelles il a donné délégation.

En pratique, l'avocat défendant les intérêts de la commune demandera une délégation spéciale pour le litige en question pour une plus grande sécurité juridique.

17. De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite de 10 000 € par sinistre ;

Le conseil municipal doit impérativement fixer des limites à cette délégation. Dans le cas d'un accident impliquant des véhicules (voiture tourisme, autobus, voiture de pompier, camions, bennes d'enlèvement des ordures...), la commune est présumée responsable en vertu de l'article 1384 du code civil si les victimes sont des piétons ou si les autres véhicules accidentés ne sont pas motorisés. Pour échapper à cette responsabilité, il appartiendra à la commune de prouver qu'il y a eu faute de la victime ou que l'accident est imputable à un cas de force majeure.

Cette délégation permet au maire de dédommager plus rapidement la victime d'un accident dont la commune est responsable.

18. De donner, en application de l'article L. 324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;

En vertu de l'article L 324-1 du code de l'urbanisme, « aucune opération de l'EPFL ne peut être réalisée sans l'avis favorable de la commune sur le territoire de laquelle l'opération est prévue ». Si la commune ne donne pas sa réponse dans le délai de 2 mois, son avis est réputé favorable.

19. De signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article L. 311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L. 332-11-2 du même code précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;

Cette délégation concerne les participations d'urbanisme des constructeurs et aménageurs aux équipements publics et aux réseaux.

Cette délégation permet d'accélérer le processus de signature des conventions.

20. De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum fixé à 500 000 € par année civile ;

Le conseil municipal doit obligatoirement fixer une limite à cette délégation. La Commune doit obligatoirement disposer d'une trésorerie suffisante pour assurer les paiements au jour le jour. Si tel n'est pas le cas, le comptable a l'obligation de suspendre le paiement. En cas d'insuffisance, la commune peut soit payer avec retard soit tirer une ligne de trésorerie.

La ligne de trésorerie est un concours bancaire de très court terme qui permet de mobiliser rapidement des fonds pour un besoin immédiat de liquidités et de les rembourser dès que possible. Cette opération est formalisée par un contrat qui ouvre à la

commune un droit de tirage permanent, contrat qui fixe le montant maximum, la durée, la date de remboursement et les conditions financières.

Il est essentiel de consulter plusieurs établissements bancaires afin de pouvoir faire jouer la concurrence et de bénéficier des conditions les plus avantageuses possibles.

A Rivera interroge le conseil quant à cette délégation. Monsieur le Maire explique ce qu'il en est de cette compétence et rassure une nouvelle fois les conseillers quant à l'information qui sera donnée si la situation devait arriver.

C Villain ajoute que si le budget est voté sincèrement, cette situation ne doit pas se produire.

Monsieur le Maire propose à nouveau un vote particulier de cette délégation.

Votes contre : 2 (A Rivera, J Journet)

Abstention : 1 (M Sellier)

Votes pour : 16

21. D'exercer, au nom de la commune et dans les conditions fixées par le conseil municipal, le droit de préemption défini par l'article L. 214-1 du code de l'urbanisme ;

Pour cette délégation les règles sont les mêmes que pour le 15° qui concerne le droit de préemption urbain. Cette délibération doit également être encadrée par le conseil municipal.

22. D'exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L. 240-1 à L. 240-3 du code de l'urbanisme ;

Lorsque l'Etat ou l'un de ses établissements publics vend un immeuble, la commune titulaire du droit de préemption urbain dispose d'un droit de priorité pour acheter les terrains à conditions qu'une opération d'aménagement d'intérêt général y soit projetée. Si la commune a instauré le droit de préemption urbain, elle dispose d'un délai de 2 mois pour répondre à la proposition du vendeur. Cette délégation permet d'accélérer la prise de décision de la commune.

23. De prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune.

Cette compétence ne concerne que les collectivités territoriales dotées d'un service archéologique. Dans le cas de réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prévus dans le cadre de travaux réalisés pour le compte de la commune, celle-ci doit donner son accord.

24. D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre dont les montants ne dépassent pas 500 €

Cette délégation ne concerne que les renouvellements. L'adhésion initiale sera toujours votée par le conseil municipal, le maire ne peut pas décider seul de l'adhésion de la commune à une association.

26. De demander à tout organisme financeur, dans les conditions fixées par le conseil municipal ci-après, l'attribution de subventions ;

Cette délégation est accordée pour les demandes relatives aux investissements inscrits au budget et celles relatives aux investissements en phase d'études

Monsieur le Maire sollicite le vote du Conseil municipal pour toutes les autres délégations n'ayant pas fait l'objet d'un vote particulier, donc autres que la N°3 (enlevée) et les N° 12 et 20 (votées à part) :

Vote contre : 0

Abstention : 0

Votes pour : 19

2. OBJET : DELIBERATION PORTANT VERSEMENT DES INDEMNITES DE FONCTIONS AU MAIRE, AUX ADJOINTS ET AUX CONSEILLERS DELEGUES

Monsieur le Maire explique ce que sont les indemnités des élus. Il rappelle que la loi de 2015 a revalorisé le montant des indemnités pour le maire et les adjoints. L'indemnité est fixée au maximum pour le maire qui peut proposer au conseil de la réduire. Monsieur le Maire maintient son activité professionnelle et a demandé à son employeur une absence d'un jour et demi par semaine. Il va donc subir une perte de salaire, ce qui explique qu'il prenne l'indemnité globale pour compenser sa baisse de revenu.

Il ne propose pas le montant maximum pour les adjoints mais 13.5 % de l'indice et 7.5 % de l'indice pour les conseillers.

Vu la Loi modifiée du 3 février 1992 relative aux conditions d'exercice des mandats locaux ;

Vu la loi du 31 mars 2015 visant à faciliter l'exercice des mandats locaux ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2123-20 et suivants ;

Vu les arrêtés municipaux du 02/06/2020 portant délégation de fonctions aux adjoints au Maire et aux conseillers ;

Monsieur le Maire expose que la loi n° 2015-366 du 31 mars 2015 visant à faciliter l'exercice des mandats locaux a introduit de nouvelles dispositions concernant notamment les indemnités des maires.

Ce dispositif, qui est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2016, prévoit que les maires bénéficient à titre automatique et sans délibération d'indemnités de fonction fixées selon le barème énoncé à l'article L2123-23 du CGCT. Toutefois, pour les communes de 1000 habitants et plus, le Conseil Municipal peut, à la demande du Maire et par délibération, fixer pour celui-ci une indemnité inférieure au barème. Monsieur le Maire rappelle que le taux de l'indemnité de fonction du maire ne peut être inférieur au taux maximal.

Barème pour les indemnités du maire

Population (habitants)	Taux maximal en % de l'indice brut terminal
Moins de 500	25.5
De 500 à 999	40.3
De 1000 à 3499	51.6
De 3500 à 9999	55
De 10 000 à 19 999	65
De 20 000 à 49 999	90
De 50 000 à 99 999	110
100 00 à 200 000	145
200 000 et plus	

Barème pour les indemnités des adjoints

Population (habitants)	Taux maximal en % de l'indice brut terminal
Moins de 500	9.9
De 500 à 999	10.7
De 1000 à 3499	19.8
De 3500 à 9999	22
De 10 000 à 19 999	27.5
De 20 000 à 49 999	33
De 50 000 à 99 999	44
100 00 à 200 000	66
200 000 et plus	72.5

Considérant qu'il appartient au Conseil Municipal de fixer, à la demande du Maire, les indemnités des adjoints et des conseillers délégués, Monsieur le Maire propose de fixer le montant des indemnités comme suit :

- Indemnité du Maire : taux fixé à 51.6 % de l'indice
- Indemnité des adjoints : taux fixé à 13.5% de l'indice,
- Indemnité des conseillers délégués : taux fixé à 7.5% de l'indice.

Monsieur le Maire dit que les crédits seront prévus au budget communal 2020.

Monsieur le Maire sollicite le vote du Conseil municipal sur cette délibération :

Vote contre : 0

Abstention : 0

Votes pour : 19

3. OBJET : DELIBERATION PORTANT DESIGNATION DE 2 DELEGUES ET 1 SUPPLEANT A L'ASSOCIATION INTERCOMMUNALE POUR L'AIDE AU DEVELOPPEMENT ET L'ANIMATION DES VALLEES DU TARN ET DU TESCOU

Monsieur le Maire donne la parole à D Gaspar qui présente les communes membres (Corbarieu, Nohic, Villebrumier...) et explique que cet organisme a pour but de promouvoir l'animation et le développement en milieu rural.

Monsieur le Maire demande au Conseil si les élus sont d'accord pour un vote à main levée comme la loi l'autorise.

A Rivera explique que normalement c'est un vote à bulletin secret, les organismes comme le SDE ont d'ailleurs envoyés des modèles.

Monsieur le Maire rappelle que la loi offre la possibilité du vote à main levée.

Il est procédé au vote.

Vu les articles L2121-21 et L2121-33 le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Considérant qu'il convient de désigner 2 délégués titulaires et 1 délégué suppléant à l'Association Intercommunale Pour l'Aide au Développement et l'Animation des Vallées du Tarn et du Tescou (AIPADAV) ;

Considérant que le conseil municipal doit procéder, au scrutin uninominal secret en vertu de l'article L 2121-21 susvisé. Ce même article précise que le « conseil municipal peut décider à l'unanimité de ne pas procéder au scrutin secret pour les nominations » faisant application de ce dernier point, la désignation des délégués se fera par un appel à candidature et un vote à main levée. Les candidats seront élus à la majorité des suffrages.

Sont candidats :

- **Dominique GASPARD** membre titulaire,
- **Antonella RIVERA** membre titulaire,
- **Thierry PASSERA** membre suppléant.

Voix obtenues au 1^{er} tour de scrutin :

- **Dominique GASPARD** : 19 voix
- **Antonella RIVERA** : 19 voix
- **Thierry PASSERA** : 19 voix

Les membres du conseil après en avoir délibéré à l'unanimité :

Désignent :

- **Dominique GASPARD** et **Antonella RIVERA**, membres titulaires
- **Thierry PASSERA**, membres suppléants

Transmettent cette délibération à l'AIPADAV

4. OBJET : DELIBERATION PORTANT DESIGNATION DES DELEGUES AU SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE DE TARN ET GARONNE (SDE)

Monsieur le Maire laisse la parole à M Pujol qui explique que les réunions du SDE ont lieu tous les mois / mois et demi. En général elles se déroulent le matin et durent au moins 3 heures. Elles ont lieu partout dans le département.

Il est procédé au vote.

Vu les articles L2121-21 et L2121-33 le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30/06/1938 portant création du Syndicat Départemental d'Énergie ;

Vu l'article 3-1-1 des statuts indiquant la clé de répartition du nombre de délégués ;

Considérant qu'il convient de désigner un délégué titulaire et un délégué suppléant ;

Considérant que le Conseil Municipal doit procéder au scrutin uninominal secret (articles L2121-21- du CGCT) l'article ajoute « le Conseil peut décider à l'unanimité de ne pas procéder au scrutin secret pour les nominations » faisant application de ce dernier point, la désignation des délégués se fera par appel à candidature et un vote à main levée. Les candidats seront élus à la majorité absolue des suffrages.

Sont candidats :

- **Marc PUJOL** membre titulaire,
- **Frédéric BONIFASSE** : membre suppléant.

Premier tour de scrutin :

- **Marc PUJOL** : 19 voix
- **Frédéric BONIFASSE** : 19 voix

Les membres du conseil après en avoir délibéré à l'unanimité :

Désignent :

- **Marc PUJOL** délégué titulaire,
- **Frédéric BONIFASSE** délégué suppléant.

Transmettent cette délibération au Syndicat Départemental d'Energie.

5. OBJET : COMITE NATIONAL D'ACTION SOCIALE (CNAS) : DESIGNATION DES DELEGUES LOCAUX

Monsieur le Maire présente le CNAS et explique que c'est un peu comme un Comité d'entreprise. L'adhésion est prise pour les agents de la collectivité pour des avantages pour les vacances, les prêts, les loisirs... Une délibération a été prise pour que cette adhésion soit prise pour certains contractuels, les titulaires et les retraités dans la limite des 2 premières années. Il y a une réunion par an.

S Charlotte demande si d'autres agents de la collectivité sont intéressés pour être le représentant du collège des agents. W Authesserre lui répond que Stéphane Savi est intéressé et que pour le moment cela se passe très bien. Il est procédé au vote.

Vu l'article L 2121-21 du code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article L 2121-33 du code général des collectivités territoriales ;

Considérant qu'il convient de désigner un délégué au collège des élus et un délégué au collège des agents du Centre National d'Action sociale ;

Considérant que le conseil municipal doit procéder, au scrutin uninominal secret en vertu de l'article L 2121-21 susvisé. Ce même article précise que le « conseil municipal peut décider à l'unanimité de ne pas procéder au scrutin secret pour les nominations » faisant application de ce dernier point, la désignation des délégués se fera par un appel à candidature et un vote à main levée. Les candidats seront élus à la majorité des suffrages.

Considérant le souhait et la précédente nomination de Stéphane SAVI pour le collège des agents, il convient de désigner le représentant du collège des élus et de conforter Monsieur SAVI dans sa précédente désignation.

Sont candidats :

- **Dominique GASPARD**
- **Stéphane SAVI**

Voix obtenues au 1^{er} tour de scrutin :

- **Dominique GASPARD** : 19 voix
- **Stéphane SAVI** : 19 voix

Les membres du conseil après en avoir délibéré à l'unanimité :

Désignent :

- **Dominique GASPARD** – déléguée au collège des élus auprès du CNAS
- **Stéphane SAVI** – délégué au collège des agents auprès du CNAS

Transmettent cette délibération au président du CNAS

6. OBJET : SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ADDUCTION EN EAU POTABLE DE LA REGION DE GRISOLLES (SIAEP) : DESIGNATION DE 2 DELEGUES TITULAIRES ET DE 2 DELEGUES SUPPLEANTS

Monsieur le Maire donne la parole à M Pujol qui explique qu'il s'agit de la gestion du réseau d'eau potable, les réunions sont tous les 2 mois en présence des 2 titulaires. Elles sont souvent vers 18h30 et à Grisolles. Il est procédé au vote.

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 30/11/1936 portant création du Syndicat Intercommunal d'Adduction en Eau Potable ;

Vu l'article 3 des statuts indiquant la clé de répartition du nombre de délégués ;

Considérant qu'il convient de désigner 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants ;

Considérant que le conseil municipal doit procéder, au scrutin uninominal secret en vertu de l'article L 2121-21 susvisé. Ce même article précise que le « conseil municipal peut décider à l'unanimité de ne pas procéder au scrutin secret pour les nominations » faisant application de ce dernier point, la désignation des délégués se fera par un appel à candidature et un vote à main levée. Les candidats seront élus à la majorité des suffrages.

Sont candidats :

- **Marc PUJOL**, membre titulaire
- **Frédéric BONIFASSE**, membre titulaire
- **Marine SELLIER**, membre suppléant
- **Pierrick PORTE**, membre suppléant

Voix obtenues au 1^{er} tour de scrutin :

- **Marc PUJOL**, membre titulaire : 19 voix
- **Frédéric BONIFASSE**, membre titulaire : 19 voix
- **Marine SELLIER**, membre suppléant : 19 voix
- **Pierrick PORTE**, membre suppléant : 19 voix

Les membres du conseil après en avoir délibéré à l'unanimité :

Désignent :

- **Marc PUJOL** et **Frédéric BONIFASSE**, membres titulaires
- **Marine SELLIER** et **Pierrick PORTE**, membres suppléants

Transmettent cette délibération au président du SIAEP

7. OBJET : PARTICIPATION AUX FRAIS DE TRANSPORTS SCOLAIRES

Monsieur le Maire donne la parole à A Pinaud Verdier qui explique que la Région a modifié ses tarifs et qu'il convient d'adapter la participation de la Commune à ces nouveaux tarifs. Elle propose de ne pas changer les seuils de participation de la commune. A Rivera demande pourquoi y a-t-il une différence de prise en charge.

A Pinaud Verdier lui répond que la Commune souhaite favoriser les enfants du primaire et du secondaire. W Authesserre ajoute que c'est également pour favoriser les familles d'Orgueil et l'école communale.

C Villain ajoute qu'avant il n'y avait pas de participation pour le secondaire et la commune a depuis augmenté la participation jusqu'à 20%.

W Authesserre ajoute que la Région précise que pour 2020/2021 c'est une mesure transitoire dans l'optique d'harmoniser l'an prochain.

A Rivera demande alors pourquoi ne pas mettre tout le monde au même tarif ?

A Pinaud Verdier explique que l'information des tarifs de la Région est arrivée par courrier le 14 Mai et que la réponse doit être donnée le 5 Juin (soit demain) au plus tard.

A Rivera propose d'harmoniser.

W Authesserre répond qu'il manque actuellement des éléments pour adapter la prise en charge de la commune, d'où la proposition de maintenir celle qui existait.

C Villain explique que l'affectation est sur la même ligne budgétaire et qu'il n'y a pas de différenciation comptable entre la participation de 20 % et celle de 67 %. Elle remercie également la Région de son geste en baissant les tarifs.

Vu la Délibération n°20190407 du 12 Avril 2019 ;

Vu la délibération 20190504 du 24 Mai 2019 ;

Vu la décision de la Commission Permanente de la Région du 3 Avril 2020 abaissant le coût du transport scolaire à 45 € par an (contre 90 € précédemment) pour les élèves demi-pensionnaires des niveaux Primaire et Secondaire remplissant les conditions donnant droit au transport scolaire. La gratuité sera instaurée pour les élèves internes remplissant les mêmes conditions (contre 46 € précédemment) ;

Vu l'impossibilité de distinguer les montants de participation de la commune pour un même niveau d'enseignement ou d'établissement fréquenté ;

Compte tenu de ces modifications de tarifs pour l'année 2020/2021, Monsieur le Maire informe le Conseil de la nécessité de délibérer à nouveau pour adapter la participation de la Commune aux frais de transports scolaires dans les conditions suivantes :

- **20 % du montant fixé par la Région** pour les $\frac{1}{2}$ pensionnaires et Internes (apprentis, étudiants, élèves inscrits dans l'établissement privé le plus proche en provenance d'une commune située en dehors du secteur de recrutement de l'établissement public de référence sans que cela ne soit justifié par un motif dérogatoire également accepté dans le secteur public, et dont la situation est inchangée soit pour les $\frac{1}{2}$ pensionnaires : 18 € et pour les internes : 9.20 €
- **67 % du montant fixé par la Région** pour les $\frac{1}{2}$ pensionnaires Primaire et Secondaire soit 30.15 €

Monsieur le Maire soumet au vote.

A. RIVERA, M. SELLIER, J. JOURNET votent contre cette proposition, souhaitant une prise en charge communale de 67% pour tout le monde sans distinction.

S. Charlotte et F. Bonifasse s'abstiennent

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil Municipal décide avec 3 votes contre, 2 absentions et 14 votes pour :

D'accepter la participation aux frais de transports scolaires établie comme indiquée ci-dessus.

- De maintenir le taux de participation de la commune pour chaque année scolaire

QUESTIONS DIVERSES

T Passera informe les élus de l'envoi de leur nouvelle adresse mail @orgueil.fr qui servira de support de communication unique.

S Charlotte demande à T Passera de l'aider pour l'identification.

Monsieur le Maire informe les conseillers que la future réunion du Conseil est envisagée pour le jeudi 23 Juillet.

La séance est levée à 23h.